

Formation Spécialisée (FS) du 03 juillet 2025

Propos liminaires

M. Le Président,

Dans le cadre du Groupe de Travail (GT) préparatoire à la FS du 03/07, l'attention a été attirée sur la nécessité de respecter le choix des entreprises aux marchés, en tenant compte de règles de montant et de mises en concurrence.

Les représentants CGT ont pu constater, en comparant les devis renvoyés par une entreprise au marché et des entreprises hors marchés, **une différence de presque 100 % !** Dans notre exemple, l'entreprise choisie au marché n'est ni la mieux disante, ni celle qui travaille le mieux, nous avons pu en juger sur pièces. Nous avons d'ailleurs pu constater en 2023 et 2024 qu'une entreprise au marché a réalisé un service incomplet et médiocre sur la qualité, tandis qu'une autre se vantait d'avoir « une rente à vie avec la DDFIP34 ». Marre d'être vus comme des pigeons !

Lors de la récente rénovation de Montmorency, tout au long de l'avancement des travaux, il a été signalé par les organisations syndicales à maintes reprises les défauts de conception des fenêtres qui aujourd'hui conduisent à la présentation de devis de stores pour plus de 150 000 € ! Nous n'insisterons pas sur le caractère d'obole de la participation du budget préfectoral : 32 000 €. Le Préfet est pourtant maître d'œuvre et vous l'avez, M le Président, suffisamment alerté pendant l'avancement des travaux. **Il est inadmissible que la DDFIP 34 et la FS soient aujourd'hui mises à contribution pour combler les insuffisances de la maîtrise d'œuvre de ce projet.**

Ces exemples, locaux, sont révélateurs d'une **gabegie globale dans la gestion de la dépense publique**. C'est cette même logique qui a conduit au niveau ministériel au choix de l'assurtech ALAN pour le marché de la PSC des agents du MINEFI. Il y a à la clé la rente de la participation de l'employeur pendant à minima 2 ans à un opérateur qui du jour au lendemain augmentera ses cotisations ou mettra la clé sous la porte.

En ces temps de restrictions budgétaires, le bon sens devrait prévaloir sur l'idéologie. La santé des agents et leurs conditions de travail ne doivent pas être sacrifiées en raison de l'austérité décrétée par le gouvernement. Depuis des décennies, on nous répète que la dette publique est insoutenable, que son poids va étrangler l'État et que nous devons accepter l'austérité pour la réduire. FAUX ! Ces discours alarmistes sont une excuse pour imposer des coupes budgétaires et des réformes antisociales.